



**PRÉFÈTE
DU RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL/UD69/LL
DDPP/SPE-.IG

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
de la protection des populations**

ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2024-211

portant autorisation environnementale relative à l'exploitation d'un centre de tri de déchets non dangereux issus d'activités économiques par la société DEPOT-BENNES-SERVICES (DBS) au 291, Impasse du Belvédère à COLOMBIER-SAUGNIEU

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et ses titres 1^{er} et 3 du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU les actes en date des 10 novembre 2009, 18 mai 2010, 18 décembre 2014, 9 mai 2017 antérieurement délivrés à la société DBS pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de COLOMBIER-SAUGNIEU ;

VU le plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par le conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 ;

VU la demande du 6 novembre 2023 complétée le 13 février 2024, présentée par la société DBS dont le siège social est situé au 291, Impasse du Belvédère 69124 COLOMBIER SAUGNIEU, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter un centre de tri de déchets non dangereux issus d'activités économiques situé au 291, Impasse du Belvédère 69124 COLOMBIER SAUGNIEU et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU la décision d'examen au cas par cas en date du 17 février 2022, dispensant le projet d'évaluation environnementale ;

VU le rapport et les propositions en date du 15 avril 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU la participation du public par voie électronique prescrite par arrêté du 3 mai 2024, qui s'est déroulée du 3 juin 2024 au 2 juillet 2024 ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage et de publication de l'avis au public ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de Colombier-Saugnieu par délibération du 10 juillet 2024 ;

VU l'absence de délibération, dans le délai imparti, des conseils municipaux des communes de Saint Laurent de Mûre et de Satolas et Boncé, du conseil de la Communauté de communes de l'Est Lyonnais et du conseil régional ;

VU la synthèse des observations et propositions du public du 6 août 2024 ;

VU le rapport et les propositions du 7 octobre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier du 11 octobre 2024 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU la réponse du 25 octobre 2024 de l'exploitant sur le projet d'arrêté;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observation du public durant la période de consultation par voie électronique du lundi 3 juin 2024 au mardi 2 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme;

CONSIDÉRANT que des servitudes d'utilité publique ont été instituées par arrêté préfectoral en date du 18 mai 2010 en application des articles L. 515-8 à 11 (ou L.515-12, ou L.515-37) du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet d'agrandissement doit permettre :

- d'améliorer les conditions de sécurité du site en termes d'ilotage et de séparation des stocks de déchets, de largeur de voies de circulations,
- d'aménager une zone de stockage de bennes vides,
- d'aménager un parking pour les véhicules légers des salariés et des visiteurs,

CONSIDÉRANT que les activités décrites dans le projet relèvent des rubriques à autorisation 2791 (broyage de déchets de bois), à enregistrement 2716 (tri transit de déchets non dangereux), ainsi qu'aux rubriques relevant du régime de la déclaration 2714-2, 2718-1, 2713-1, 2517-3, 2710-2-b ;

CONSIDÉRANT le retour d'expérience des derniers incendies survenus sur ce site et d'autres sites de gestion de déchets ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence il convient de prescrire une gestion réactive des eaux issues de l'extinction dans l'attente du résultat des analyses effectuées après l'évènement ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE

1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société DBS, SIREN 399 375 948, dont le siège social est situé 291 impasse du Belvédère 69124 COLOMBIER SAUGNIEU, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de COLOMBIER SAUGNIEU, à la même adresse, les installations détaillées dans les articles suivants. Le numéro de SIRET de l'exploitant est le 399 375 948 00029.

Le présent arrêté abroge les dispositions des arrêtés préfectoraux du 10 novembre 2009 et du 9 mai 2009.

1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Colombier Saugnieu	ZS 0106, 0205, 0260	Zone d'activités

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 5,5 ha.

1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacités	Régime
2791	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j.</p>	<p>Broyage de déchets non dangereux de bois :</p> <p>70 t/j</p> <p>Capacités de regroupement associées avant et après traitement :</p> <p>3 000 m3</p>	A
2716	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur à 1 000 m³.</p>	<p>DND AE à trier : 4000 m3</p> <p>Refus de tri : 500 m3</p> <p>Végétaux : 2 000 m3</p> <p>Terres et gravats : 5 000 m3</p> <p>Gravats type plâtre (issus du tri à la source sur chantier) : 250 m3</p> <p>VTOTAL = 11 750 m3</p> <p>En fin de semaine, sauf situation exceptionnelle que l'exploitant devra dûment justifier, tous les déchets réceptionnés doivent avoir été traités lors de l'arrêt des installations à l'exception du stock tampon extérieur de DND AE** à trier d'au plus 2000 m3.</p>	E
2515-1b	<p>Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance installée des installations, étant P</p>	<p>Installation de criblage</p> <p>P = 270 kW</p>	E
2714-2	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p>	<p>Papiers, cartons triés : 160 m3</p> <p>Plastiques : 300 m3</p>	D

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacités	Régime
	2. inférieur à 1000 m3	VTOTAL = 460 m3	
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité maximale susceptible d'être présente dans l'installation étant Q	Installation de transit de déchets dangereux Q < 1 tonnes	D
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 La surface utilisée étant S	Installation de transit, tri et regroupement de métaux et déchets de métaux S = 600 m ²	D
2517-3	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant S	Installation de transit de terres et gravats inertes sur parcelle ZS 260 S = 8000 m ² 20000 m3	D
2710-2-b	Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets	b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

** DNDAE = déchets non dangereux issus d'activités économiques, auparavant appelés DIB (déchet industriel banal).

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique IOTA	Nature de l'installation	Régime (*)
2.1.5.0 - 2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés	Rejet d'eaux pluviales dans le réseau collectif de la zone d'activité au nord du site, (rejet par infiltration au milieu naturel), (D)

	par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	en provenance d'un site imperméabilisé représentant une superficie : S \approx 33 000 m ²	
--	--	--	--

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

1.3 Consistance des installations

Le site comporte les installations suivantes :

- un immeuble de bureaux à l'entrée,
- une zone de tri de 8000 m², pour les gravats inertes, avec un broyeur concasseur, (sur cette zone est prévue un parking et une zone d'apport d'artisans du BTP) ;
- un bassin de rétention des eaux de ruissellement, d'une capacité de 3100 m³,
- un bassin de rétention des eaux pluviales de toiture, d'une capacité de 545m³,
- deux bâtiments de tri séparés par des installations de tri en extérieur,
- une chaîne de tri ayant démarré fin 2022,
- une plate-forme de stockage en enrobé d'une surface de 20 000 m² (extension 2022),
- un équipement de tri du bois d'œuvre (séparation de bois biomasse et bois-déchets en cabine de tri),
- un broyeur bois / végétaux,
- diverses alvéoles de stockage extérieur séparées par des murs de 7 m de hauteur.

1.4 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

1.5 Cessation d'activité et remise en état

La cessation des installations donnera lieu à un examen de leur impact notamment sur les sols au droit du site.

Des prélèvements et des analyses permettront de vérifier la présence d'éventuelles pollutions dues aux activités exercées et leur étendue. Une évaluation de cet impact selon la méthodologie nationale mise à jour en 2017 ou ultérieurement sera effectuée, en tenant compte de l'état initial du site et de la présence de l'ancienne décharge de déchets non dangereux sous la parcelle 0260 et des servitudes associées.

En application de l'article R.181-43 du Code de l'environnement, les conditions de remise en état après la cessation d'activité seront notamment les suivantes, sans préjudice de l'application des dispositions des articles R.512-76 et suivants du Code de l'environnement :

- les équipements seront complètement vidangés, démantelés et évacués ;
- les bâtiments et structures seront démontés ou détruits et les gravats issus de la

- déconstruction seront évacués dans des filières dûment autorisées pour leur recyclage ou valorisation. ;
- tous déchets seront évacués dans des filières dûment autorisées pour leur valorisation ou élimination ;
- une surveillance des effets sur l'environnement sera proposée le cas échéant, en fonction du mémoire de réhabilitation.

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : *usage industriel*, tel que défini à l'article D.556-1 A-I-1° du Code de l'environnement (Usage industriel, pouvant comprendre un bâti (y compris des entrepôts), des infrastructures industrielles et, le cas échéant, des aménagements accessoires, tels que des bureaux ou des places de stationnement associés à l'activité industrielle).

1.6 Implantation

L'installation est implantée conformément aux plans du dossier de demande d'autorisation.

Les déchets en attente de traitement ou d'enlèvement sont stockés à une distance minimale de 10 mètres des limites de l'établissement, à l'exception du stock de déchets à trier situé en limite sud-est du site et séparé de l'extérieur du site par des blocs béton ou parois REI120 sur une hauteur de 7 m.

1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.8 Documents à transmettre à l'Inspection

L'exploitant déclare dans GIDAF les analyses d'eau.

Le rapport annuel du site, présentant l'année N-1 sous forme de bilan d'activité et de faits marquants, inclue un volet environnemental (eau, déchets, etc...) et un volet relatif aux incidents / accidents survenus en cours d'année. Il est à transmettre avant fin mai de chaque année.

1.9 Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

thème	texte
Registre des déchets	Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement Arrêté ministériel du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi des déchets énoncés à l'article R541-45 du code de l'environnement
Bruit et nuisances sonores	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
Prescriptions communes à tous les centres de tri de déchets non dangereux relevant du régime de l'enregistrement	Arrêté du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
Eau	Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
Incendie	Arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
sécheresse	Arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement
Transmission des données	Arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement

2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Les activités ne comportent pas d'émission canalisée mais uniquement des émissions diffuses.

2.1 Limitation des rejets

La limitation des émissions diffuses de poussière repose sur :

- le nettoyage des voies de circulation et aires de stationnement des véhicules
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin
- le bâchage des camions entrant et sortant

- La brumisation/arrosage au niveau de la ligne de tri mécanique (trommel, trémie d'alimentation, ...), vise à limiter les émissions de poussières.

2.2 Conditions particulières applicables au broyage de déchets de bois

Les activités de broyage de déchets de bois non-dangereux de la rubrique 2791 sont limitées à 70 t / jour. Il s'agit d'un maximum journalier.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection la fiche technique-constructeur du broyeur, le registre de fonctionnement effectif et tout élément permettant de justifier le respect de cette capacité maximum tels que : Nombre d'heures de fonctionnement du broyeur par jour / par an, Tonnage de bois-broyé sortant du site par jour / par an.

2.3 Pollutions accidentelles (incendie)

En cas d'incendie impliquant l'intervention de forces de secours externes, l'exploitant met en place un dispositif de mesure et d'enregistrement de la vitesse et de la direction du vent. Son rapport inclut la modélisation du panache de fumée et de ses retombées atmosphériques au sol.

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Tout prélèvement dans le milieu naturel est interdit.

Les ressources en eau de l'établissement proviennent exclusivement du réseau public, et en appoint, de la réserve constituée par la récupération des eaux pluviales de toiture.

L'eau potable, issue du réseau public, est utilisée pour :

- L'alimentation des vestiaires et sanitaires disponibles sur le site au niveau des bureaux,
- L'appoint d'eau au niveau de l'installation de flottation des déchets, qui fonctionne en circuit fermé
- La brumisation/arrosage au niveau de la ligne de tri mécanique (trommel, trémie d'alimentation, ...), visant à limiter les émissions de poussières.

La consommation d'eau annuelle du réseau public est estimée au plus à 3200 m3 /an.

3.1.2 Eaux pluviales de toiture

Les eaux pluviales de toiture des bâtiments A et B sont récupérées dans un bassin tampon d'une capacité de 545 m3 muni d'un trop plein (qui déverse au réseau de collecte des eaux pluviales des aires de circulation et des aires de stationnement).

Ces eaux servent à la lutte contre les poussières en périodes sèches (arrosage des pistes, humidification et/ou brumisation lors des opérations de broyage de minéraux).

La consommation annuelle est estimée à environ 500 m3.

Ce bassin tampon peut également servir de réserve eaux incendie.

3.1.3 Eaux de ruissellement

Ce sont les eaux de pluie qui entraînent un ruissellement sur les zones imperméables du site, les voies de circulation, les zones extérieures d'entreposage des déchets. Ces eaux rejoignent un bassin tampon d'une capacité de 3100 m3 puis rejoignent le point de rejet n°1 décrit ci-après.

Entre 1000 et 1600 m3 de niveau de remplissage, l'exploitant déclenche la procédure de vidage.

La quantité d'eau rejetée par bâchée est enregistrée.

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Un plan du réseau et un dossier d'entretien est tenu à disposition de l'Inspection.

Il indique la nature des canalisations et équipements souterrains, la date de construction par tronçon.

L'entretien du réseau comporte notamment une inspection vidéo de l'ensemble du réseau souterrain effectuée tous les 5 ans. Le curage du bassin de rétention et le contrôle de son étanchéité est réalisé également tous les 5 ans.

La vidange et le nettoyage des 2 séparateurs à hydrocarbure en amont de chacun des points de rejet est effectuée par prestation externe au moins 2 fois par an.

3.2.1 Points de rejet

Les deux points de rejet (eaux de ruissellement, eaux domestiques) sont situés à l'entrée Nord du site.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N° 1
Nature des effluents	<ul style="list-style-type: none">- Eaux de ruissellement- Eaux de toiture des bâtiments C et X- Eaux issues de l'abattement des poussières- Eaux de toiture des bâtiments A et B en cas de surverse du bassin incendie
Type de rejet	Rejet par bâchée
Exutoire du rejet	Réseau pluvial de la zone d'activité
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures SH2
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Bassin de rétention/régulation puis bassin d'infiltration
Conditions de raccordement	Convention de rejet avec la Communauté de communes de l'Est Lyonnais.

Point de rejet vers le milieu récepteur	N° 2
Nature des effluents	Eaux domestiques Eaux de lavage des véhicules de collecte des déchets
Exutoire du rejet	Réseau de collecte communal
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures SH1
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Colombier Saugnieu Rejet dans la rivière la Bourbre FRDR506c - La Bourbre du seuil Goy au Rhône
Conditions de raccordement	Convention de rejet avec la commune de Colombier Saugnieu (ou son délégataire assurant la gestion de la STEP)

L'exploitant dispose d'une convention de rejet pour chaque exutoire.

Chacun des points de rejet dispose d'une vanne de coupure-sectionnement afin de retenir les eaux polluées sur son site, en cas de sinistre. L'exploitant vérifie au moins une fois par an le bon fonctionnement de chacune des vannes.

3.3 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Avant rejet, et sans préjudice des objectifs de qualité du milieu récepteur et d'autres réglementations spécifiques, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Les eaux du bassin de 3100 m³ sont rejetées régulièrement par bâchées, avec pompe de relevage, de manière à conserver en permanence un volume disponible de minimum 1000 m³, servant de rétention pour les eaux d'extinction incendie ou les événements pluvieux exceptionnels.

3.4 Valeurs limites de rejet

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Point de rejet	Paramètre et code SANDRE	Concentration en mg/l sur échantillon moyen	Périodicité des mesures
1	PH	5,5 à 8,5	Semestriel pendant une bâchée
	DCO -1314	125	
	DBO5 - 1313	100	
	MES - 1305	30	
	Hydrocarbures totaux - 7009	5	
	Métaux lourds *	1	
2 (eaux de lavage des camions seulement)	DCO -1314	300	Annuelle
	DBO5 - 1313	100	
	MES - 1305	100	
	Hydrocarbures totaux - 7009	5	
	Métaux lourds *	1	

** Arsenic, cadmium, chrome, cuivre mercure, plomb, nickel, zinc*

La mesure des concentrations des différents polluants sus-visés doit être effectuée par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009, relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de références. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

En cas de non-conformité d'un prélèvement, un second prélèvement est réalisé avant tout nouveau rejet. Dans l'attente des résultats d'analyse et afin de maintenir le bassin à moins de 2000 m³ d'eau stockée, l'exploitant fait évacuer en citerne-déchets l'eau excédentaire vers un exutoire extérieur (station d'épuration d'eau industrielle) ou bien fait appel à un prestataire externe qui met en œuvre l'épuration requise avant rejet à l'exutoire n°1.

3.5 Transmission des résultats

Les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

En cas de dépassements, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées et sont accompagnés de commentaires :

- sur les dépassements constatés et leurs causes,
- sur les actions correctrices prises ou envisagées.

3.6 Surveillance des eaux souterraines

Les activités de gestion de déchets non dangereux non inertes se font sur plate-forme imperméable, sans contamination des sols et eaux souterraines.

L'exploitant prend toute disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

Les servitudes liées à la gestion de l'ancien centre d'enfouissement des déchets ont été instituées par arrêté préfectoral du 18 mai 2010 sus-visé. Celles concernant la surveillance des eaux souterraines s'appliquent à la partie de la parcelle ZS260 déjà exploitée par DBS.

L'exploitant garantit l'accès au piézomètre PZ1 situé au nord de la parcelle ZS260, associé à l'ancien CET GRAVCO, maintenant suivi par la Communauté de Communes de l'Est Lyonnais. L'exploitant garantit la protection de la partie aérienne de l'ouvrage, ainsi que la non-contamination de cet ouvrage par des eaux de ruissellement en surface. Dans un rayon de 5 mètres autour du piézomètre, aucune activité quelle qu'elle soit ne pourra être exercée, même temporairement ; aucun dépôt de matériaux quels qu'ils soient ne pourra être réalisé, même temporairement.

A la demande de l'autorité compétente, obligation de neutralisation selon les règles de l'art des ouvrages de suivi et de contrôle de la qualité des eaux souterraines dont la présence ne serait plus nécessaire.

3.7 Sécheresse

La consommation annuelle d'eau du réseau public est d'environ 3200 m³ / an.

Ce niveau et le type d'utilisation (lutte contre l'envol de poussières + lavage extérieur de camions) n'entraîne pas de prescriptions particulières, sauf en cas d'activation du niveau maximum d'alerte par arrêté préfectoral, auquel cas le lavage des camions est suspendu durant la période définie par l'arrêté préfectoral.

4 PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)
Point de mesure A (ouest) Point de mesure B (Limite de propriété sud-Est) Point de mesure C (Limite de propriété nord-Est) Point de mesure ZER1 (à plus de 200 m en dehors du site, à l'Est)	70 dB(A) 70 dB(A) 70 dB(A) Reference

Il n'y a pas de Zone à Emergence Réglementée (ZER) dans un rayon de 200 m autour du site.

Les points de mesure figurent sur le plan en Annexe 2.

4.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

4.3 Limitation des nuisances des véhicules et bennes

Le site est organisé pour recevoir l'ensemble des véhicules à l'intérieur de l'établissement, ceci afin de ne pas encombrer l'accès principal au site (rue du Bélvédère). Le stock de bennes vides se fait dans l'établissement ou dans un autre site sécurisé mais pas sur voirie publique. Les camions gros-porteurs en attente de chargement chez DBS stationnent à l'intérieur du site.

Les équipements (pelles mécaniques, broyeurs, ...) sont régulièrement contrôlés pour vérifier leur bon fonctionnement et leur niveau sonore.

5 PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES ACCIDENTELS

Les limitations spatiales de stocks de déchets sont précisées sur le plan en annexe, dont le mur coupe-feu en limite sud-est du site (bloc béton ou paroi REI120).

5.1 Organisation des stockages de déchets

La hauteur maximale d'entreposage de déchet est limitée à 6 m sur l'ensemble du site.

L'exploitant installe des repères visuels fixes permettant d'assurer le respect de cette limite par ses opérateurs.

Les stocks extérieurs et intérieurs respectent les implantations définies au plan en Annexe.

5.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;

- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

5.3 Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité.

5.4 Installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

5.5 Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

5.6 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Le site dispose d'un accès principal au nord et d'un accès « pompier » au sud, chemin de la Chaume.

5.7 Plans d'intervention et d'évacuation :

L'exploitant dispose de plans conformes à la norme AFNOR X80-070, placés à chaque entrée de bâtiment et précisant entre-autres :

- La position des aires de stationnement pour les engins-pompes d'une part et pour les moyens élévateurs aériens d'autre part. Ces aires sont positionnées en dehors des flux thermiques supérieurs à 3kw/m^2 ,
- La position des moyens internes de défense contre l'incendie
- Les modalités d'évacuation du site.

5.8 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents

Les surfaces imperméabilisées du site (béton, enrobé...) font l'objet d'un examen visuel régulier.

Des travaux de réparation sont effectués dès que nécessaire afin d'assurer en permanence l'étanchéité du site.

Les rétentions font l'objet d'un contrôle visuel régulier, a minima annuel. Les détériorations détectées font l'objet de travaux de réfection de manière à assurer en permanence l'étanchéité de la rétention.

5.9 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

5.9.1 Moyens de lutte contre l'incendie

Un poteau incendie est présent Impasse du Belvédère, à 100 m de l'entrée Nord du site : canalisation de diamètre 150 mm / Débit théorique = 120 m³/h.

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 et complétés et précisés comme ci-après :

- une réserve d'eau constituée au minimum de 545 m³ d'eau pluviale de toiture, au sud-ouest du site,
- deux Robinets d'Incendie Armés (RIA), placés conformément au plan fourni en annexe. Ces équipements sont connectés au réseau de distribution d'eau potable.
- D'extincteurs à poudre 9 kg,
- D'extincteurs à poudre 6 kg,
- D'extincteurs à poudre 50 kg,
- D'extincteurs à eau + additifs de 6 litres,
- D'extincteurs à CO₂ (armoires électriques).

Ces appareils sont vérifiés et contrôlés par une société spécialisée à raison d'un contrat prévoyant une périodicité annuelle qui établit chaque année un certificat de conformité Q4.

Ces moyens de secours sont signalés par des panneaux standardisés, placés à hauteur suffisante pour être visibles

Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'Inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

5.10 Gestion des eaux d'extinction en cas d'incendie sur la plate-forme

Au début de l'évènement, l'exploitant enregistre le niveau de remplissage du bassin de rétention en relevant la quantité d'eau effectivement stockée et l'accompagne d'une ou plusieurs photographies.

L'exploitant s'assure de la rétention effective des eaux d'extinction dans le bassin prévu à cet effet et dans son réseau en amont du point de rejet (vanne fermée).

Un prélèvement d'eau du bassin est effectué dès le lendemain de l'évènement.

Dans l'attente des résultats d'analyse et afin de maintenir le bassin à moins de 2000 m³ d'eau stockée, l'exploitant fait évacuer en citerne-déchets l'eau excédentaire vers un exutoire extérieur (station d'épuration d'eau industrielle) ou bien fait appel à un prestataire externe qui met en œuvre l'épuration requise avant rejet à l'exutoire n°1.

5.11 Vérification de l'état de la dalle / enrobé sous la zone incendiée

Dans un délai de 15 jours après l'évènement, l'exploitant apporte la preuve (par prestation externe) du bon état d'étanchéité de la surface ayant subi l'impact de l'incendie. Dans la négative, il engage les travaux nécessaires dans les meilleurs délais.

5.12 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.512-69 du Code de l'environnement, un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il inclut la chronologie de l'évènement, les premières causes identifiées, les effets sur les personnes et l'environnement (niveaux d'émissions) et le plan d'actions à court-terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

En cas d'évènement qualifié d'accident, ce rapport est complété dans les trois mois suivant l'accident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes, la modélisation de cette analyse avec arbre des causes, la cotation selon l'échelle européenne des accidents (BARPI) ainsi que les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

6.1 Production de déchets par l'activité du site

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	20 03 01	Déchets assimilables aux ordures ménagères résiduelles, générés par l'activité de bureau et de pause-café / déjeuner du personnel Stockage en conteneurs hermétiques
Déchets dangereux	13 02 06	Huile noire - huiles moteur, de boîte de vitesses et de

		lubrification synthétiques Maximum de 1 tonne sur site, stockage sur rétention et à l'abri des intempéries.
--	--	--

6.2 Gestion des déchets reçus par l'installation

En aucun cas, les quantités stockées ne doivent être supérieures aux valeurs précisées à l'article 1.2 du présent arrêté.

L'exploitant tient à jour un état des stocks de déchets présents sur son site et s'assure du respect des quantités autorisées. La quantité de déchets dangereux réceptionnée et entreposée sur site en attente d'enlèvement ne peut dépasser une tonne. L'entreposage de ces déchets dangereux se fait à l'abri des intempéries.

L'exploitant tient à disposition de l'Inspection une procédure d'acceptation des déchets incluant les modalités de refus et de rechargement de déchets non conformes (ex : déchets dangereux présents dans une benne supposée ne contenir que des déchets non dangereux ; sacs d'ordures ménagères présents dans des bennes).

6.2.1 Réception et entreposage temporaire des déchets à trier

Aucun arrivage de déchets ne peut être réceptionné en dehors des heures d'ouverture de l'établissement (du lundi au vendredi de 7H00 à 17H00 et le samedi matin de 7h00 à 12h00 dans le cas de marchés publics le stipulant).

La zone de déchargement des camions est construite en matériaux susceptibles de résister aux chocs liés au déchargement et manœuvres des engins.

En fin de semaine, sauf situation exceptionnelle que l'exploitant devra dûment justifier, tous les déchets réceptionnés doivent avoir été traités lors de l'arrêt des installations à l'exception du stock tampon extérieur de DNDAE à trier d'au plus 2000 m3.

6.2.2 Equipement fixe de détection de matières radioactives

L'établissement est équipé d'un détecteur fixe de matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement de déchets entrant ou sortant, qu'il s'agisse de déchets ménagers et assimilés, de déchets dangereux, ou de terres polluées.

Le seuil de détection de ce dispositif est fixé à 3 fois le bruit de fond local. Il ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage du seuil de détection est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisées sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.

6.2.3 Mesures prises en cas de détection de déchets radioactives

En cas de détection confirmée de la présence de matières émettant des rayonnements ionisants dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le

site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries. Le véhicule ne peut être renvoyé du site tant que les matières à l'origine des rayonnements ionisants n'ont pas été caractérisées.

L'exploitant dispose des moyens nécessaires à la mesure du débit de dose issu du chargement. Il met en place, autour du véhicule, un périmètre de sécurité correspondant à un débit de dose de 1 $\mu\text{Sv/h}$.

L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

6.3 Conception des installations de tri, transit regroupement

Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions devra être effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.

L'établissement doit être tenu en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières.

Les éléments légers qui se sont éventuellement dispersés à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.

Les voies de circulation doivent être dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation.

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets et des produits valorisables doit être étanche, incombustible, et équipé de façon à pouvoir recueillir les éventuelles eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'un éventuel incendie. Les eaux recueillies seront traitées conformément aux dispositions des paragraphes 3.4 et 5.10 ci-dessus.

Les surfaces en contact avec les déchets ou les produits à valoriser doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.

6.4 Déchets entrants autorisés

Ce sont des déchets non dangereux, non putrescibles, en provenance de diverses activités économiques, dont les chantiers de travaux publics et du bâtiment.

Le registre des déchets tenu par DBS comporte systématiquement et pour chaque apport réceptionné, le code déchets à 6 chiffres de la Liste de codification des déchets définie en Annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement.

6.5 Déchets interdits à la réception

Déchets dangereux (codes déchets à étoile)

Déchets non dangereux putrescibles tels que ordures ménagères, bio-déchets.

Déchets liquides ou pâteux.

Un contrôle visuel systématique est effectué au moment du dépotage, pour vérifier la conformité de l'apport annoncé en entrée de site lors du passage sur le pont-basculé. En cas d'écart constaté, en particulier de présence de déchets interdits à la réception, l'agent remplit une fiche de non-

conformité. Selon l'ampleur de l'écart, il déclenche une pénalité financière ou si l'écart le justifie, il impose un rechargement immédiat des déchets interdits non déclarés par l'apporteur. Une traçabilité de ces réfections et rechargements est tenue à disposition de l'Inspection.

6.6 Suivi des exutoires principaux

L'exploitant s'assure de la capacité technique des exutoires utilisés en sortie de son site.

Il tient à disposition de l'Inspection la liste à jour des exutoires suivants :

- Installations de stockage de déchets non dangereux – déchets non valorisables
- Installations de combustion de CSR (combustibles solides de récupération)
- Installations de valorisation du bois (recyclage matière ou bois énergie)
- Installations de stockage de déchets inertes.

L'exploitant alerte l'Inspection en cas d'impossibilité d'évacuation et de risque de dépassement des quantités stockées autorisées sur son site.

7 DISPOSITIONS FINALES

7.1 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (Société DEPOT BENNES SERVICES au 291, Impasse du Belvédère - COLOMBIER-SAUGNIEU), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

7.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Colombier-Saugnieu et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Colombier-Saugnieu pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Colombier-Saugnieu fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations – Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité ;

3° L'arrêté est adressé aux conseils municipaux des communes de Colombier-Saugnieu, de Saint Laurent de Mûre et de Satolas et Boncé, au conseil communautaire de la communauté de communes de l'Est Lyonnais et au conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, consultés en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

7.3 Exécution

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées et le maire de Colombier-Saugnieu, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant, dont une copie sera adressée :

- aux conseils municipaux des communes de Colombier-Saugnieu, de Saint Laurent de Mûre, de Satolas et Boncé,
- au conseil communautaire de la communauté de communes de l'Est Lyonnais (CCEL),
- au conseil régional.

Table des matières

1	Portée de l'autorisation et conditions générales.....	3
1.1	Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	3
1.1.1	Exploitant titulaire de l'autorisation.....	3
1.1.2	Localisation et surface occupée par les installations.....	3
1.1.3	Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	3
1.2	Nature des installations.....	4
1.3	Consistance des installations.....	6
1.4	Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	6
1.5	Cessation d'activité et remise en état.....	6
1.6	Implantation.....	7
1.7	Documents tenus a la disposition de l'inspection.....	7
1.8	Documents à transmettre à l'Inspection.....	7
1.9	Arrêtés, circulaires, instructions applicables.....	8
2	PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR.....	8
2.1	Limitation des rejets.....	8
2.2	Conditions particulières applicables au broyage de déchets de bois.....	9
2.3	Pollutions accidentelles (incendie).....	9
3	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	9
3.1	Prélèvements et consommations d'eau.....	9
3.1.1	Origine et réglementation des approvisionnements en eau.....	9
3.1.2	Eaux pluviales de toiture.....	9
3.1.3	Eaux de ruissellement.....	10
3.2	Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	10
3.2.1	Points de rejet.....	10
3.3	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	11
3.4	Valeurs limites de rejet.....	12
3.5	Transmission des résultats.....	12
3.6	Surveillance des eaux souterraines.....	13
3.7	Sécheresse	13
4	Protection du cadre de vie.....	13
4.1	Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	13
4.2	Mesures périodiques des niveaux sonores.....	14
4.3	Limitation des nuisances des véhicules et bennes.....	14
5	Prévention et gestion des risques accidentels.....	14

5.1 Organisation des stockages de déchets.....	14
5.2 Consignes d'exploitation.....	14
5.3 Formation du personnel.....	15
5.4 Installations électriques – mise à la terre.....	15
5.5 Protection contre la foudre.....	15
5.6 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	15
5.7 Plans d'intervention et d'évacuation :.....	16
5.8 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents.....	16
5.9 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	16
5.9.1 Moyens de lutte contre l'incendie.....	16
5.10 Gestion des eaux d'extinction en cas d'incendie sur la plate-forme.....	17
5.11 Vérification de l'état de la dalle / enrobé sous la zone incendiée.....	17
5.12 Déclaration et rapport.....	17
6 Prévention et gestion des déchets.....	17
6.1 Production de déchets par l'activité du site.....	17
6.2 Gestion des déchets reçus par l'installation.....	18
6.2.1 Réception et entreposage temporaire des déchets à trier.....	18
6.2.2 Équipement fixe de détection de matières radioactives.....	18
6.2.3 Mesures prises en cas de détection de déchets radioactives.....	18
6.3 Conception des installations de tri, transit regroupement.....	19
6.4 Déchets entrants autorisés.....	19
6.5 Déchets interdits à la réception.....	19
6.6 Suivi des exutoires principaux.....	20
7 Dispositions finales.....	20
7.1 Délais et voies de recours.....	20
7.2 Publicité.....	21
7.3 Exécution.....	21
ANNEXE 1 – plan général et précisant les stocks de déchets.....	/
ANNEXE 2 – Points de mesure du bruit.....	/